

Chambre des représentants

Kamer van volksvertegenwoordigers

Question Parlementaire

Parlementaire Vraag

Document : 55 2021202213997

Session / zitting :

20212022 (SO)

20212022 (GZ)

Dépôt / Geregistreerd : 11/02/2022

Auteur : JADIN Katrin

Départements interrogés Bevraagde departementen	N° de question Vraagnummer	Fin délai Einde termijn
12 . Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal M. Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal	134	22/03/2022

### **La criminalité environnementale au niveau européen (QO 24180C).**

La France plaide pour une coopération pénale afin de lutter efficacement contre la criminalité environnementale. Le procureur européen français Frédéric Baab plaide pour un système intégré et transnational unique disposant de procureurs délégués dans chacun des 22 pays participants. Dans ce nouveau system, l'information circulerait librement sans devoir passer par des mécanismes d'entraide judiciaire. Les poursuites pénales seront décidées par le procureur européen et ne devront donc plus passer par les parquets nationaux.

L'extension des compétences du parquet européen figure dans une résolution adoptée en mai 2021 par le Parlement européen. La France s'inquiète du manque d'ambition du projet de la directive européenne de 2008 sur la protection de l'environnement par le droit pénal.

1. Quelle est la position belge à ce sujet?
2. Est-ce-que la Belgique est également en faveur de déléguer ses compétences nationales au niveau européen? Dans la négative, pour quelles raisons s'oppose-t-elle ce nouveau système?



**Zakia Khattabi**

Ministre du Climat, de l'Environnement,  
du Développement durable et du Green Deal  
Minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame  
Ontwikkeling en Green Deal

## Réponse de la Ministre – Antwoord van de Minister

Madame la Députée,

Poursuivre les infractions aux législations environnementales est une priorité car cela contribue à la prévention des risques. En collaboration avec le ministre de la Santé publique, j'ai déjà renforcé l'inspection de la DG environnement pour les produits véhiculés par les moyens de l'e-commerce. Je suis consciente que ce renforcement n'est pas suffisant. Au cours de la législature, je poursuivrai mon action pour augmenter la force de travail et les moyens budgétaires pour l'action de contrôle.

Cette compétence est aujourd'hui l'apanage des Etats membres de l'Union européenne. Ce qui ne signifie pas que nous partons d'une feuille blanche en matière de collaboration pour le contrôle du marché et de collaboration entre la Commission et les Etats membres. A titre d'exemple, je citerai :

- les possibilités de mise en demeure et de poursuite infractionnelle qu'a la Commission en cas de mauvaise implémentation des législations européennes par les Etats membres. A cet égard, la Belgique a déjà été poursuivie en matière de mauvaise qualité de l'eau et de l'air, et de lutte contre l'importation de bois illégal ;
- le règlement 2019/120 sur la surveillance du marché et la conformité des produits, qui est en cours de transposition dans la loi Normes de produits [du 21 décembre 1998], établit des règles de collaboration entre Etats membres pour la poursuite d'infractions ;
- le forum de l'Agence chimique européenne (ECHA) permet de coordonner l'agence et les Etats membres en matière de poursuite infractionnelle pour les législations REACH, CLP (classification, étiquetage et emballage) , PIC



**Zakia Khattabi**

Ministre du Climat, de l'Environnement,  
du Développement durable et du Green Deal  
Minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame  
Ontwikkeling en Green Deal

(consentement préalable informé avant une exportation) et POP (polluants organiques persistants). Il existe en Belgique un forum miroir qui coordonne l'action du fédéral et des entités fédérées.

Ce n'est probablement pas suffisant : vous avez cité la résolution du Parlement européen. Je sais aussi que dans le cadre de l'actuelle révision des règlements REACH et CLP, qui commence, cette question est soulevée.

Ce contexte étant brossé, je réponds à vos questions.

A ce stade, il n'y a pas de position belge. Il ne semble pas que la révision de la directive de 2008 soit le bon véhicule pour entamer cette révolution copernicienne car le scope de son application est à la fois divers et peu intégré. La Présidence française, dont c'est une priorité, permettra aux filières belges Environnement, Justice et Affaires étrangères de préparer la position de notre pays via les organes habituels de la concertation que sont le CCPIE et la DGE.

Déléguer ou non nos compétences en matière de poursuites à l'Europe est une question constitutionnelle fondamentale.

Je n'y apporterai pas de réponse en l'absence d'un texte de proposition et d'une concertation avec les départements des Affaires étrangères et de la Justice. A ce stade, il me semble que la réponse doit être nuancée :

- ce pourrait être une bonne idée de déléguer le contrôle de produits manufacturés tels que les voitures (y compris les machines-outils et autres) et l'électro-ménager, dont la fabrication est totalement standardisée. Ce serait beaucoup plus difficile pour les produits chimiques comme les biocides par exemple, qui sont de produits de niche et dont l'utilisation varie énormément d'Etat membre à Etat membre. Il faudrait travailler sur des listes de catégories pour lesquelles un contrôle complètement intégré serait intéressant ;



- comment l'Union européenne reprendrait-elle cette compétence ? Qui la financerait ? Quel serait le droit de regard des Etats membres ? Comment procéder : faudrait-il changer la constitution belge ou le traité de l'Union européenne ?
- quelle subsidiarité construire ? Deux exemples :
  - o le droit de recours ne serait-il pas restreint ? Aujourd'hui, un contrevenant peut contester un procès-verbal d'abord devant le fonctionnaire délégué puis ensuite devant le Conseil d'Etat belge, ce qui arrive régulièrement. Déposer un recours directement à la Cour européenne de justice me semble hors de portée pour une PME ou un citoyen, par exemple, et ridicule pour une infraction mineure (une absence d'étiquetage, par exemple) ;
  - o la poursuite d'infractions mineures ne se fait-elle pas mieux au plus près du terrain ?
- enfin, il reste des législations belges : quand on transpose une directive ou quand il n'y a pas de mesure harmonisée. Dans cette dernière catégorie, je pense par exemple aux appareils de chauffage, aux masques, aux appareils de ventilation et désinfection. Légiférer au niveau européen est lent : il reste important que la Belgique puisse garder la possibilité et la capacité de légiférer sur l'impact de produits sur la santé et l'environnement au niveau national. La crise du COVID a renforcé ce besoin d'action urgente.

La Belgique ne s'oppose cependant pas par principe à cette idée : il est nécessaire de développer des instruments pour une meilleure coordination du contrôle des législations européennes ! Cependant, en l'absence de texte, d'analyse institutionnelle par nos administrations Environnement, Justice et Affaires étrangères et de concertation avec mes collègues du gouvernement fédéral, il n'est pas possible d'avoir une position définitive.



## Zakia Khattabi

Ministre du Climat, de l'Environnement,  
du Développement durable et du Green Deal  
Minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame  
Ontwikkeling en Green Deal

Mevrouw de volksvertegenwoordigster,

Het is een prioriteit dat overtredingen op milieuwetgevingen worden vervolgd want dit draagt bij tot risicopreventie. In samenwerking met de minister van Volksgezondheid heb ik al de inspectie van het DG Leefmilieu versterkt voor de producten die door middel van e-commerce verhandeld worden. Ik ben mij ervan bewust dat die versterking niet volstaat. In de loop van deze legislatuur zal ik verder werk maken van het verhogen van de werkcapaciteit en de budgettaire middelen voor de uitoefening van toezicht.

Deze bevoegdheid hoort vandaag aan de lidstaten van de Europese Unie toe. Dit betekent niet dat we van een onbeschreven blad vertrekken wat betreft de samenwerking voor marktcontrole en de samenwerking tussen de Commissie en de lidstaten. Ik verwijs naar de volgende voorbeelden:

- de mogelijkheden waarover de Commissie beschikt om in gebreke te stellen en overtredingen te vervolgen wanneer Europese wetgevingen verkeerd geïmplementeerd worden door de lidstaten. Zo werd België al vervolgd met betrekking tot de slechte kwaliteit van water en lucht en inzake de strijd tegen de invoer van illegaal hout;
- verordening 2019/120 betreffende markttoezicht en conformiteit van producten, die momenteel wordt omgezet in de wet betreffende de productnormen [van 21 december 1998], bepaalt regels voor samenwerking tussen lidstaten met het oog op vervolging van overtredingen;
- het forum van het Europees Milieuagentschap (ECHA) biedt de mogelijkheid voor coördinatie tussen het agentschap en de lidstaten met betrekking tot de vervolging van overtredingen op de REACH-wetgeving, op de CLP-wetgeving (indeling, etikettering en verpakking), op de PIC-wetgeving (voorafgaande geïnformeerde toestemming vóór uitvoer) en op de POP-wetgeving (persistente organische verontreinigende stoffen). Er bestaat in België een spiegelforum dat het optreden van de federale overheid en van de deelentiteiten coördineert.



## Zakia Khattabi

Ministre du Climat, de l'Environnement,  
du Développement durable et du Green Deal  
Minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame  
Ontwikkeling en Green Deal

Dit is wellicht niet voldoende, en u verwees naar de resolutie van het Europees Parlement. Tevens weet ik dat deze kwestie aan bod komt in het kader van de huidige herziening van de REACH-verordening en de CLP-verordening, die van start gaat.

Nu de context geschetst is, zal ik uw vragen beantwoorden.

Er is tot dusver geen Belgisch standpunt. De herziening van de richtlijn uit 2008 lijkt niet het juiste vehikel te zijn om deze Copernicaanse revolutie aan te vangen omwille van het zowel uiteenlopende als weinig geïntegreerde toepassingsbereik ervan. Het Franse voorzitterschap, dat er een prioriteit van maakt, zal toelaten dat het standpunt van ons land via de gebruikelijke overleginstanties CCIM en DGE wordt voorbereid door de Belgische afdelingen Milieu, Justitie en Buitenlandse Zaken.

Het al dan niet delegeren van onze bevoegdheden inzake vervolging aan Europa betreft een fundamentele constitutionele kwestie.

Ik zal daar geen antwoord op geven zonder dat er een tekstvoorstel is en zonder dat er overleg is gepleegd met de departementen Buitenlandse Zaken en Justitie. In mijn ogen dringt zich in dit stadium een genuanceerd antwoord op:

- het delegeren van de controle op eindproducten zoals wagens (inclusief de productiemachines en dergelijke) en elektrische huishoudtoestellen, waarvan de vervaardiging volledig gestandaardiseerd is, kan een goed idee zijn. Voor chemische producten, zoals biociden bijvoorbeeld, die nicheproducten zijn en waarvan het gebruik enorm verschilt van de ene tot de ander lidstaat, zou dit veel moeilijker zijn. Er zou moeten gewerkt worden met lijsten van categorieën waarvoor een volledig geïntegreerde controle interessant zou zijn;
- hoe zou de Europese Unie deze bevoegdheid overnemen? Wie zou die financieren? Wat zou het inzagerecht van de lidstaten zijn? Hoe gaat men te werk: moet de Belgische grondwet of het Verdrag van de Europese Unie worden gewijzigd?



## Zakia Khattabi

Ministre du Climat, de l'Environnement,  
du Développement durable et du Green Deal  
Minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame  
Ontwikkeling en Green Deal

- welke subsidiariteit gaat men tot stand brengen? Twee voorbeelden:
  - is het niet zo dat het recht van beroep hierdoor wordt ingeperkt? Een overtreder beschikt vandaag over de mogelijkheid om een proces-verbaal in eerste instantie bij de afgevaardigde ambtenaar en daarna bij de Belgische Raad van State te betwisten, en dit gebeurt regelmatig. Het lijkt me bijvoorbeeld niet voor een kmo of voor een burger weggelegd om meteen beroep in te stellen bij het Europees Hof van Justitie, laat staan dat het belachelijk zou zijn voor een lichte overtreding (afwezigheid van etikettering, bijvoorbeeld);
  - worden lichte overtredingen niet best zo dicht mogelijk van de plaats van gebeuren vervolgd?
- tot slot blijven een aantal wetgevingen Belgisch, met name wanneer een richtlijn wordt omgezet of wanneer een geharmoniseerde maatregel ontbreekt. Bijvoorbeeld verwarmingstoestellen, maskers, ventilatietoestellen en ontsmettingstoestellen behoren tot deze laatste categorie. Wetgeving maken op Europees niveau verloopt traag: het blijft belangrijk dat België de mogelijkheid en de bekwaamheid behoudt om wetgevend op te treden inzake de impact van producten op de gezondheid en op het milieu op nationaal vlak. De COVID-crisis heeft dergelijke nood aan een dringend optreden aangescherpt.



## Zakia Khattabi

Ministre du Climat, de l'Environnement,  
du Développement durable et du Green Deal  
Minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame  
Ontwikkeling en Green Deal

België is evenwel niet principieel gekant tegen deze gedachte: de ontwikkeling van instrumenten voor een betere coördinatie van het toezicht op de Europese wetgevingen is noodzakelijk! Het is echter onmogelijk om een definitief standpunt in te nemen zonder over een tekst te beschikken, zonder dat er een institutionele analyse is uitgevoerd door de administraties Milieu, Justitie en Buitenlandse Zaken, en zonder dat er overleg is gepleegd met mijn collega's van de federale regering.

La Ministre,

De Minister,

Zakia KHATTABI